

Brochure n° 3369

Convention collective nationale

IDCC : 2132. – **RÉGIES DE QUARTIER ET COMITÉ NATIONAL  
DE LIAISON DE RÉGIES DE QUARTIER**

AVENANT N° 13 DU 15 NOVEMBRE 2010  
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150631M

IDCC : 2132

Entre :

Le SNPERQ,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La FNAS FO ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La valeur du point est revalorisée de 1 % au 1<sup>er</sup> janvier 2011 à la date de signature de l'accord par les partenaires sociaux, la valeur du point est fixée à 8,73 € au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum de base pour 151,67 heures
I	A	150	1 309,50
	B	160	1 396,80
	C	170	1 484,10
	D	180	1 571,40
II	A	170	1 484,10
	B	180	1 571,40
	C	190	1 658,70
	D	200	1 746,00

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum de base pour 151,67 heures
III	A	190	1 658,70
	B	200	1 746,00
	C	210	1 833,30
	D	220	1 920,60
IV	A	220	1 920,60
	B	230	2 007,90
	C	240	2 095,20
	D	250	2 182,50
V	A	280	2 444,40
	B	310	2 706,30
	C	340	2 968,20
	D	370	3 230,10
VI	A	400	3 492,00
	B	420	3 666,60

En aucun cas, le salaire mensuel de base, correspondant à chaque échelon A, B, C et D dans les différents niveaux, pratiqué dans les régies de quartier et au comité national de liaison des régies de quartier, ne peut être inférieur au salaire minimum figurant en regard de chaque échelon A, B, C et D des différents niveaux du présent accord.

Pour l'échelon 150, il est rappelé que c'est la valeur du Smic qui s'applique, soit :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 : 1 343,77 € bruts mensuels sur une base de la durée légale de 35 heures hebdomadaires.

La revalorisation annuelle du Smic intervient le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Cette disposition est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

De ce fait, l'échelon 150 sera revalorisé à la valeur du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Cet avenant est impératif et de force obligatoire.

#### Dépôt

Le dépôt du présent accord sera effectué en deux exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris. Un exemplaire sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)